



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/85/Add.1
12 janvier 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 23 de l'ordre du jour provisoire

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION
DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

Additif

1. Conformément aux résolutions pertinentes du Conseil économique et social et, en particulier, à la résolution 1986/35, la Commission des droits de l'homme est appelée, à sa cinquantième session, à élire la moitié des membres de la Sous-Commission et, le cas échéant, leurs suppléants, selon la formule suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique, trois membres parmi les Etats d'Asie, un membre parmi les Etats d'Europe orientale, trois membres parmi les Etats d'Amérique latine, et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

2. Dans le document E/CN.4/1994/85, le Secrétaire général a informé la Commission des candidatures de membres et de suppléants reçues à la date du 16 novembre 1993. Ce document contenait également les curriculum vitae des candidats communiqués au secrétariat.

3. D'autres candidatures et curriculum vitae ayant été reçus depuis cette date, on trouvera ci-après la liste des candidatures à la Sous-Commission mise à jour au 10 janvier 1994, ainsi que les curriculum vitae qui ne figuraient pas dans le document E/CN.4/1994/85 ou qui ont été reçus depuis le 16 novembre 1993 (voir annexe).

4. Les informations et candidatures reçues après la date du présent document seront reproduites sous forme d'additifs.

5. La liste des candidatures, mise à jour au 10 janvier 1994, s'établit comme suit :

ETATS D'AFRIQUE

| <u>Etat membre</u> | <u>Expert proposé</u> | <u>Suppléant proposé</u> |
|--------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Bénin | Mme Constance Facia** | Mme Victorine Hounsinnou*** |
| Burkina Faso | M. Issa Kindo** | |
| Cameroun | Mme Lucy Gwanmesia* | M. Pierre Sob* |
| Madagascar | M. Armand Rajaonarivelo** | |
| Mali | M. Daniel Amagoin Tessougué* | |
| Nigéria | Mme Judith Sefi Attah* | Mme Christy Mbonu Ezim* |
| Sénégal | M. El-Hadji Guissé* | M. Ndary Toure*** |
| Sierra Leone | M. Emmanuel S.S. Palmer** | Mlle Hawa Tejan-Jalloh** |
| Soudan | M. Abdalla Idris Mohamed* | |
| Zimbabwe | M. Bharat Patel** | |

ETATS D'ASIE

| <u>Etat membre</u> | <u>Expert proposé</u> | <u>Suppléant proposé</u> |
|--------------------|-------------------------------|--------------------------|
| Chine | M. Fan Guoxiang* | M. Zhong Shukong* |
| Inde | M. Mohammed Sardar Ali Khan** | |
| Liban | M. Osman El-Hajje** | |
| Philippines | M. Sedfrey Ordonez* | M. Hesiquio Mallillin* |

ETATS D'EUROPE ORIENTALE

| <u>Etat membre</u> | <u>Expert proposé</u> | <u>Suppléant proposé</u> |
|----------------------|----------------------------|--------------------------|
| Hongrie | M. Gáspár Bíró* | |
| Fédération de Russie | M. Stanislav Chernichenko* | M. Teimuraz Ramishvili* |

ETATS D'AMERIQUE LATINE

| <u>Etat membre</u> | <u>Expert proposé</u> | <u>Suppléant proposé</u> |
|--------------------|---------------------------------|--|
| Argentine | M. Leandro Despouy* | Mme Zelmira Regazzoli*** |
| Belize | M. Edward A. Laing* | |
| Brésil | M. José Augusto Lindgren Alves* | Mme Marília Sardenberg Zelner Gonçalves |
| Chili | M. José Bengoa* | M. Mario Ibarra*** |
| Equateur | M. José Ayala Lasso* | M. Carlos Larreátegui Nardi* |
| Mexique | M. Miguel Limón Rojas* | M. Héctor Fix Zamudio |

ETATS D'EUROPE OCCIDENTALE ET AUTRES ETATS

| <u>Etat membre</u> | <u>Expert proposé</u> | <u>Suppléant proposé</u> |
|---|-----------------------|--------------------------|
| France | M. Louis Joinet* | M. Emmanuel Decaux* |
| Grèce | Mme Erica-Irene Daes* | Mme Kalliopi Koufa** |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Mme Claire Palley* | M. John Merrills* |

* Voir le curriculum vitae dans l'annexe du document E/CN.4/1994/85.

** Voir le curriculum vitae dans l'annexe du présent document.

*** Le curriculum vitae n'est pas encore parvenu au secrétariat et fera l'objet d'un additif.

Annexe

CURRICULUM VITAE

Mme Constance FACIA (expert)

(Candidature présentée par le Gouvernement béninois)

Date et lieu de naissance : 8 décembre 1942, Porto-Novo

Etudes primaires : 1949-1954, Porto-Novo

Etudes secondaires : 1954-1961, Cotonou et Porto-Novo

Etudes supérieures : 1961-1965, Institut de service social
de Montrouge (France)

Diplôme d'Etat d'assistante sociale

Spécialisation : Août 1987 à septembre 1988 - spécialisation
en réinsertion sociale et professionnelle
des personnes handicapées à l'Institut de
travail social et de recherches sociales de
Montrouge (France)

Date d'engagement dans
la fonction publique : 10 mars 1965

Expérience professionnelle : Responsable des centres sociaux

Parakou : 1965 à 1967

Cotonou : 1968 à 1976

1976 : Animatrice en chef à
l'Institut médico-social

1977-1980 : Responsable des services
sociaux de l'Office béninois
de sécurité sociale

1980-1981 : Université nationale du
Bénin (UNB)

1981-1989 : Chef du Service de l'action
sociale à la Direction des
affaires sociales

1989-1993 : Chef du Service de
réadaptation des personnes
handicapées à la Direction
des affaires sociales,
cumulativement avec les
fonctions de Coordonnatrice
nationale du Programme de
réadaptation à base
communautaire

M. Issa KINDO (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement du Burkina Faso)

Date et lieu de naissance : Né le 27 juillet 1955 à Séguénéga (Burkina Faso)

Diplômes : Maîtrise en droit
Diplôme de l'Ecole nationale supérieure de la magistrature de Paris

Fonctions exercées :

- Juge d'instruction - 1985
- Procureur du Faso Koudougou - 1985-1988
- Procureur du Faso Kaya - 1988-1992
- Directeur de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale - 1993
- Membre de la Commission nationale de lutte contre les discriminations raciales

M. Armand RAJAONARIVELO (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement malgache)

Titres universitaires :

- Licencié en droit de la Faculté de droit et des sciences économiques de Grenoble (France);
- Diplômé de l'Institut d'études judiciaires malgaches d'Antananarivo;
- Major de la première promotion de magistrats malgaches

Fonctions successives :

a) judiciaires :

- Chef du Service de la nationalité et de l'état civil au Ministère de la justice
- Conseiller technique au cabinet du Ministre de la justice
- Directeur de l'Administration judiciaire et des services pénitentiaires au Ministère de la justice
- Conseiller à la Cour suprême
- Avocat général près la Cour d'appel de Madagascar
- Président de la Chambre de cassation de la Cour suprême
- Procureur général de la Cour suprême

b) extrajudiciaires :

- Ambassadeur de Madagascar en France, en URSS, en Pologne, en Chine populaire, en Corée du Nord, au Viet Nam
- Représentant permanent de Madagascar à l'UNESCO
- Membre de la Commission des réfugiés de l'ONU
- Conseiller technique à la Haute Cour constitutionnelle
- Chargé d'enseignement au Centre de formation administrative, à l'Ecole nationale d'administration
- Conférencier, expert ou chef de délégation à de nombreuses réunions internationales
- Membre du Synode général des églises luthériennes de Madagascar
- Garde des sceaux, Ministre de la justice pendant la période de transition

M. Emmanuel S.S. PALMER (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement sierra-léonien)

Lieu et date de naissance : Jos, 22 décembre 1927

Etudes secondaires à la Prince of Wales Secondary School, Freetown
(Sierra Leone) et à la CMS Grammar School, Lagos (Nigéria)

University College, Londres

Formation diplomatique :

- SCAAP. Bourse de perfectionnement et travail sur le terrain à Canberra (Australie) et Bangkok (Thaïlande)
- Bourse d'études Dag Hammarskjöld, Uppsala (Suède)
- LL B (diplôme de droit), Londres
- B L (avocat), Middle Temple
- Avocat-conseil auprès de la Cour suprême de la Sierra Leone (admis le 14 mai 1966)

Service diplomatique :

- Ministère des affaires extérieures, Freetown (Sierra Leone)
- High Commission, Londres (Angleterre)
- Fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies de 1970 à 1987, en poste à New York et à Genève (Centre pour les droits de l'homme). Chef des services consultatifs pour les droits de l'homme. Responsable, à ce titre, de l'administration des quatre composantes du programme : services consultatifs d'experts; bourses de perfectionnement et bourses d'études; séminaires internationaux et régionaux et cours de formation régionaux ou nationaux. Participaient à ces séminaires des ministres, des procureurs, des juges d'instances spéciales, des hauts fonctionnaires, etc. Au cours des séminaires divers sujets ont été abordés, notamment : discrimination raciale, intolérance et préjugés religieux et minorités et travailleurs migrants. Dans le cadre de cette composante du programme, des cours de formation ont été organisés en vue de familiariser les participants avec la législation et les pratiques et procédures administratives pertinentes des autres pays dans le domaine des droits de l'homme, ainsi qu'avec les normes du système des Nations Unies en matière d'administration de la justice pénale et de droits de l'homme, en insistant particulièrement sur les dispositions de la Charte internationale des droits de l'homme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

- Secrétaire de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, chargé de préparer les études et la documentation sur tous les aspects de la discrimination raciale examinés dans le cadre de la Conférence et les rapports pertinents soumis par la suite, selon qu'il convenait, à la Commission des droits de l'homme, au Conseil économique et social ou à l'Assemblée générale.
- Chef (désigné) de l'équipe spéciale sur la lutte contre la discrimination raciale chargée de suivre la mise en oeuvre du programme adopté à la deuxième Conférence mondiale.

Les services que dirigeait le candidat avaient notamment pour mission d'effectuer un certain nombre d'études et de recherches.

Dans le cadre de ses activités, le candidat a toujours fait valoir que lorsque les normes ou instruments internationaux existants ne permettaient pas pleinement de faire face à un problème particulier, l'organe spécifiquement responsable pouvait être prié d'envisager d'élaborer un nouvel instrument spécifique sur le point ou le sujet en question. Au demeurant, il fallait bien entendu examiner avec beaucoup de soin les dispositions générales des instruments existants pour voir si leurs modalités d'application et toutes autres procédures de recours disponibles n'offriraient pas, indirectement, une solution.

Mlle Hawa TEJAN-JALLOH (suppléante)
(Candidature présentée par le Gouvernement sierra-léonien)

Date de naissance : 16 avril 1949

Nationalité : Sierra-léonienne

Situation de famille : Célibataire

Etudes :

| | |
|------------------|---|
| 1965 | Diplômée de la Harford Secondary School for Girls - classe V - distinction "Gold Star" GCE (certificat général d'éducation), niveau 'O' - grade II |
| 1966 | Diplômée de la St Edwards Secondary School - classe VI GCE (certificat général d'éducation), niveau 'A' |
| Février 1968/71 | Bachelor of Arts (licence de lettres) Matières principales : histoire et science politique Matière secondaire : littérature anglaise Université Columbia, New York, New York (Etats-Unis) |
| 1971/74 | The College of Law (Faculté de droit), Chancery Lane, Londres Gray's Inn |
| 26 novembre 1974 | Admission au barreau des avocats |
| 1987 | The Institute of Advanced Legal Education, Université de Londres : droit international, droit public, rédaction juridique (lois et traités) (certificat) |

Postes occupés :

Au niveau gouvernemental

| | |
|------|---|
| 1975 | Magistrat du parquet - The Law Officers' Department |
|------|---|

Magistrat du parquet principal -
The Law Officers' Department

Avocat général principal

Locum tenens du Directeur du
Ministère public (périodiquement)

Membre du Conseil des gouverneurs de
la St Edwards Secondary School,
Freetown

Présidente du Conseil de direction
de la Medical and General Insurance
Company, Freetown

Actions en justice - Représentante
du Ministère public dans différentes
instances judiciaires du pays
(tribunaux d'instance, Haute Cour,
Cour d'appel et Cour suprême)

Avis et conseils juridiques à
l'intention des ministères, des
entreprises publiques et des
autorités de police

Procédures d'extradition :
participation à la préparation des
documents et aux procédures
(Londres, Bow St)

Tribunal d'instance

Conférences sur le droit pénal et
la procédure pénale à l'intention
de futurs policiers et de
fonctionnaires de la police à
l'Ecole de formation de la police de
Hastings, Freetown

Conférences sur les fonctions du
Ministère de la justice à
l'Institute of Public Administration
and Management (IPAM), Tower Hill,
Freetown

Exposés sur les fonctions du Law
Officers' Department à l'intention
des étudiants en droit gradués de
l'Université de Sierra Leone

Commissions d'enquête

M. Bharat PATEL (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement zimbabwéen)

Date de naissance : 16 avril 1952

Lieu de naissance : Harare (Zimbabwe)

Titres universitaires :

| | |
|------|---|
| 1974 | B L (licence en droit), Université de Rhodésie |
| 1975 | LL B - (diplôme de droit), Université de Rhodésie |
| 1976 | Barreau/premier niveau (Council of Legal Education) |
| 1977 | LL M (maîtrise de droit), University College, Londres |
| 1978 | Examen de fin d'études de droit (Inns of Court School of Law) |

Qualifications professionnelles :

| | |
|--------------|--|
| Août 1976 | Avocat (Zimbabwe) |
| Juillet 1978 | Membre du barreau (Inner Temple) |
| Mai 1982 | Admis à exercer la profession juridique (Zimbabwe) |

Formation complémentaire :

| | |
|---------------------------|---|
| Octobre 1979-juin 1980 | Etudes pratiques (Inns of Court School of Law) |
| Janvier 1984-juillet 1984 | Certificat de rédaction juridique (Secrétariat du Commonwealth) |

Travaux :

| | |
|---------------------------|--|
| Septembre 1978-avril 1982 | Etudes et recherches à temps partiel en vue d'une thèse, "The International legal Protection of civilians in situations of armed conflict" (University College, Londres) |
|---------------------------|--|

Expérience professionnelle :

- | | |
|------------------------------|--|
| Février 1970-février 1971 | Central Statistical Office (Harare) : stagiaire administratif (Recherches et analyse statistiques) |
| Décembre 1974-septembre 1975 | Legal Aid Centre (Harare) : conseiller juridique bénévole à temps partiel (sous les auspices de la Faculté de droit de l'Université) |
| Décembre 1978-septembre 1979 | National Council for Civil Liberties (Londres) : conseiller juridique bénévole à temps partiel pour les sessions hebdomadaires du service d'assistance juridique |
| Mars 1979-septembre 1979 | Greater London Citizens Advice Bureaux Service (Londres) : stagiaire à plein temps |
| Juin 1979-janvier 1980 | Free Representation Unit (Londres) : représentation juridique devant les tribunaux du travail |
| Septembre 1979-avril 1982 | New Cross Citizens Advice Bureau (Londres) |
| • Septembre 1979-août 1981 | Conseiller à plein temps : - avis généraux et juridiques - aide sociale (essentiellement pour les droits en matière de logement, d'emploi et de protection sociale) - représentation juridique devant les tribunaux du travail et les instances décidant du versement de prestations supplémentaires |
| • Septembre 1981-avril 1982 | Collaborateur et coorganisateur : mêmes fonctions organiques que ci-dessus, avec des responsabilités dans la gestion du Bureau (en collaboration) |

Février 1980-juillet 1980

South and West London Citizens
Advice Bureaux (Londres) :
spécialiste de la formation
(législation sur l'emploi et
l'immigration)

Mars 1980-février 1982

Greater London Citizens Advice
Bureaux Service (Londres) :
chargé de cours pour la formation de
base (législation sur l'immigration
et la nationalité)

Juin 1980-février 1982

Lee Centre (Londres) :
chargé de la formation en matière de
droits civils (législation sur
l'emploi, l'immigration et la
nationalité)

Septembre 1980-février 1981

Citizens Advice Bureaux (Surrey,
West Sussex, Croydon, Reading) :
chargé d'enseigner la législation
sur l'immigration et la nationalité

Juillet 1983-novembre 1984

Université du Zimbabwe (Harare) :
chargé d'enseignement en droit
international

Juillet 1983-juillet 1985

Mashonaland Rent Board (Harare) :
Président
(contrôle des loyers et des
procédures d'expulsion; examen des
demandes d'injonction de payer et
des ordres d'expulsion)

Juillet 1991-

Health Professions Council of
Zimbabwe (Harare) : juriste chargé
d'aviser le Council sur des points
de droit et de procédure juridique

Mai 1992

Mananga Management Centre
(Swaziland) :

Mars 1993

conseil en formation et chargé
de cours

Octobre 1993

(préparation et présentation de
modules sur le droit de
l'environnement pour le cours
"gestion de l'environnement et
développement")

Juin 1992-

Zimbabwe Technical Working Group
on Regional Integration (Harare) :
juriste chargé d'étudier et
d'analyser le degré actuel
d'intégration économique régionale
(recommandations concernant la mise
en oeuvre du processus d'intégration
et de promotion des activités
économiques intrarégionales)

Septembre 1982-

Bureau du Procureur général du
Zimbabwe (Harare) :
juriste principal chargé de
conseiller le Gouvernement
zimbabwéen en matière juridique, de
formuler des avis, d'assister aux
audiences des tribunaux, de préparer
des rapports destinés aux
organisations internationales, de
préparer et de revoir le texte des
accords, d'assister à des
conférences et à des colloques
internationaux, de donner des avis
sur l'interprétation et la rédaction
des lois et d'élaborer et d'examiner
les instruments juridiques et les
documents à l'intention du Cabinet

Novembre 1988-octobre 1993

Juriste principal chargé des mêmes
fonctions que ci-dessus mais
complétées par des responsabilités
administratives, à savoir : avis,
négociation et rédaction s'agissant
des traités en général; avis
concernant l'adhésion aux
instruments internationaux relatifs
aux droits de l'homme et aux
conventions de l'OIT, et leur
application dans le cadre national;
négociation et rédaction des accords
financiers internationaux (Banque
mondiale, Banque africaine de
développement, Banque européenne
d'investissement) ainsi que des
traités bilatéraux sur la protection
des investissements; avis sur
l'application des instruments
internationaux relatifs à
l'environnement et révision de la
législation nationale dans ce
domaine; négociation et élaboration
des traités internationaux relatifs
à l'environnement; Président du

Public Agreements Advisory Committee
(examen et approbation des accords
internationaux);

Law Development Commission
Subcommittee (révision de la
législation locale sur l'arbitrage),
Inter-ministerial Committee on Human
Rights (examen, adoption et
application des traités
internationaux relatifs aux droits
de l'homme);

Président de l'Inter-ministerial
Committee on Treaties List
(compilation et mise à jour du
répertoire des traités zimbabwéens)

Octobre 1993-

Directeur par intérim des services
de conseil juridique, chef de la
Division de conseil juridique,
Bureau du Procureur général (mêmes
fonctions que ci-dessus, complétées
par des responsabilités en matière
d'administration et de coordination
de la Division)

Conférences et réunions internationales

| | |
|---------------|---|
| Novembre 1984 | Représentant du Gouvernement zimbabwéen à la Preferential Trade Area Conference on the Relaxation of Visa Requirements (Lusaka) |
| Décembre 1985 | Réunion d'experts internationaux sur les droits des peuples organisée par l'UNESCO (Harare) |
| Juillet 1988 | Séminaire régional sur le droit commercial international organisé par la CNUDCI (Maseru) |
| Mars 1991 | Séminaire sur les nouvelles orientations du droit de l'environnement organisé par le British Council (Windsor) |

La liste des publications de M. Patel peut être consultée au Secrétariat.

M. Mohammed SARDAR ALI KHAN (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement indien)

Date de naissance : 5 mai 1930

Diplômes et
qualifications

professionnelles : Licence de lettres, Université Osmania, 1950

Licence de droit (premier niveau), Université Osmania,
1952

Maîtrise de droit constitutionnel, Université de
Londres, 1956. Spécialisations :

- Droit constitutionnel de l'Angleterre, du Canada,
de l'Australie et de l'Inde
- Droit international public et droit des institutions
internationales, en particulier celui des
Nations Unies
- Droit des sociétés et droit des associations
constituées en société
- Droit musulman
- Avocat (Lincoln's Inn), 1956

Expérience

professionnelle :

Avocat titularisé, 1957

Membre élu du barreau d'Andhra Pradesh, 1971-1975;
membre désigné du Comité disciplinaire du barreau

Avocat général (désigné) à la Haute Cour d'Andhra
Pradesh, 1974

Juge permanent (désigné) à la Haute Cour d'Andhra
Pradesh, décembre 1982 (président par intérim de
la Haute Cour d'Andhra Pradesh, décembre 1991)

Autres activités :

Président de l'Andhra Pradesh State Legal Aid
& Advice Board

Président de l'Andhra Pradesh Judicial Academy,
1991-1992

Professeur de droit constitutionnel, de droit international et de droit des sociétés à la Faculté de droit de l'Université Osmania, en qualité de chargé de cours à temps partiel (1959 à 1972)

Doyen de la Faculté de droit de l'Université Osmania, 1984

Président du Conseil d'administration du Nizam's College

Auteur de plusieurs articles parus dans diverses publications juridiques renommées

"Prospects for the Formation of an European Court of Human Rights", étude préparée sous l'égide de la Cour internationale de justice (Bruxelles, 1986)

Fonction actuelle :

Président de la National Commission for Minorities (organe indépendant)

M. Osman EL-HAJJE (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement libanais)

Lieu et date de naissance : Tripoli (Liban), 21 juillet 1944

Formation académique : A suivi des études en France et en Suisse;
titulaire d'un doctorat d'Etat en droit
international

Travaux scientifiques :

- Les pays islamiques et les instruments des droits de l'homme, 1989
- L'arbitrage entre Etat et personne privée étrangère, 1987
- Statut juridique de l'Etat commerçant, 1984
- Désagrégation de l'Empire ottoman, 1976
- Le contrôle de l'application des conventions internationales des droits de l'homme (en préparation)
- Plusieurs études concernant le droit international et le droit international humanitaire

Activités :

- Cofondateur puis vice-président de l'Union générale des étudiants libanais en France, 1969/70
- A participé à titre d'observateur :
 - aux travaux de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, de sa Sous-Commission et des différents groupes de travail concernant les droits de l'homme
 - aux négociations concernant la Conférence internationale sur le droit de la mer, 1980/81/82
 - au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies depuis 1980
 - aux Conférences internationales du Travail et au Conseil d'administration du BIT depuis 1981
 - aux travaux de la Commission du droit international depuis 1983

- à la vingt-cinquième Conférence internationale de la Croix-Rouge en 1986
- à la Conférence internationale sur les victimes de la guerre en 1993

Fonctions occupées :

- Conseiller de la délégation libanaise à la Commission des droits de l'homme aux quarante-cinquième et quarante-huitième sessions
- Ancien conseiller de la Fédération générale des travailleurs du Liban
- Arbitre auprès de la Chambre de commerce arabo-suisse et arabo-française
- Professeur de droit international à l'Université Jinane
- Président du Centre pour les droits de l'homme et le droit humanitaire à l'Université Jinane
- Membre de l'Institut international de droit humanitaire à San Remo (Italie)

Mme Kalliopi KOUFA (suppléante)
(Candidature présentée par le Gouvernement grec)

- Fonctions actuelles : Professeur de droit international, Université Aristote de Salonique (Grèce)
- Directrice par intérim de l'Institut de droit international public et de relations internationales de Salonique
- Etudes : Collège américain de Salonique (Grèce)
Université de Genève et Institut universitaire de hautes études internationales, Genève (Suisse)
Faculté de droit, Université Aristote de Salonique (Grèce)
Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas)
- Diplômes : Licence ès sciences politiques, mention "études internationales"
Licence de droit, avec mention (Université Aristote de Salonique)
Doctorat de droit international public, avec mention (Université Aristote de Salonique)
- Activités professionnelles :
- | | |
|-------------|--|
| Depuis 1970 | Membre du barreau de Salonique |
| 1970-1976 | Assistante et maître-assistante à la chaire de droit international public à l'Université Aristote de Salonique |
| 1976-1984 | Chargée de cours (droit international public et droit européen) à l'Université Aristote de Salonique |
| Depuis 1976 | Directrice d'études et de recherches à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Salonique |
| Depuis 1984 | Professeur (désigné) de droit international public et d'organisation internationale au Département d'études internationales de la Faculté de droit de l'Université Aristote de Salonique |
| 1987-1993 | Directrice (élue) du Département d'études internationales de la Faculté de droit de l'Université Aristote de Salonique |
| 1990-1992 | Directrice (désignée) de l'Institut d'études balkaniques de Salonique |

Depuis 1993 Directrice par intérim (désignée) de l'Institut de droit international public et de relations internationales de Salonique

Autres activités :

Depuis 1990 Membre des délégations grecques à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Commission des droits de l'homme

1990-1991 Membre des délégations grecques aux réunions de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) de Copenhague et de Moscou, ainsi qu'à la Réunion d'experts de la CSCE sur les minorités nationales à Genève

1990-1992 Représentante de la Grèce au Groupe de travail à composition non limitée sur la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques

1993 Membre de la délégation grecque à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de Vienne

Participation à plusieurs conférences et ateliers internationaux sur le thème des droits de l'homme et des droits des minorités en particulier

Corédactrice de la Revue hellénique des relations internationales et membre de diverses associations universitaires et professionnelles en Grèce et à l'étranger

Principales publications :

"Universalisme et régionalisme dans la société internationale" (1975), thèse de doctorat; "La Charte des Nations Unies et l'organisation internationale régionale" (1976); "Immunités consulaires" (1978); "L'acte de puissance publique dans les relations internationales" (1981), thèse de professorat; "Juridiction interne et Charte des Nations Unies" (1984), cours d'enseignement universitaire; "La législation internationale par l'intermédiaire des Nations Unies" (1985); "Règlement pacifique des conflits internationaux" (1987); "Introduction à l'organisation de la société internationale" (1989), cours d'enseignement universitaire; "La protection internationale des minorités et l'ONU" (1993), séries de conférences devant être publiées par l'Institut de droit international public et de relations internationales de Salonique. Outre ces publications majeures, critiques et articles divers.

* * *